
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

(Réimpression)

(Reprint)

Projet de loi 36

Bill 36

Loi modifiant la Loi de l'Office de
radio-télédiffusion du Québec

An Act to amend the Québec
Broadcasting Bureau Act

Première lecture

First reading

M. L'ALLIER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 36

Loi modifiant la Loi de l'Office de
radio-télédiffusion du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 6 et 7 de la Loi de l'Office de radio-télédiffusion du Québec (1969, chapitre 17) sont remplacés par les suivants:

[[« **6.** Les droits et pouvoirs de l'Office sont exercés par un conseil d'administration formé de sept membres dont un président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période déterminée qui ne peut excéder cinq ans; ce dernier fixe le traitement ou s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires et les allocations de chacun des membres. La durée de leur mandat et le montant de leur traitement, une fois déterminés, ne peuvent être réduits.

Les membres du conseil d'administration de l'Office demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Au moins l'un des membres du conseil et au plus deux doivent être choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou d'un organisme qui en relève.

Les membres choisissent parmi eux un vice-président qui remplace le président du conseil d'administration en cas d'absence, d'incapacité d'agir ou de vacance

Bill 36

An Act to amend the Québec Broadcasting
Bureau Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Sections 6 and 7 of the Québec Broadcasting Bureau Act (1969, chapter 17) are replaced by the following:

[[“**6.** The rights and powers of the Bureau shall be exercised by a board of directors composed of seven members, including a chairman, all appointed for a fixed period not to exceed five years by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix the salary or, if necessary, the additional salary, fees and allowances of each member. Once fixed, their term and salary cannot be reduced.

The members of the board of directors of the Bureau shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

At least one and not more than two of the members of the board must be chosen from among the functionaries of the government or of a body under its jurisdiction.

The members shall choose from among themselves a vice-chairman who shall replace the chairman of the board of directors in case of his absence or inability

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet de modifier la composition et l'organisation de l'Office de radio-télédiffusion du Québec, de le pourvoir d'un conseil d'administration, de redéfinir ses fonctions tout en prévoyant qu'il devra en les exerçant, se conformer à la réglementation adoptée par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des communications.

L'article 1 du projet a pour effet de fixer à 7 le nombre des membres du conseil d'administration de l'Office, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont l'un et au plus deux doivent être choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou d'un organisme qui en relève, de scinder les postes de président du conseil d'administration de l'Office et de président directeur général de l'Office lequel est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil parmi les membres de l'Office. L'article 1 prévoit en outre que la durée du mandat des membres de l'Office ne peut excéder 5 ans; quant au président directeur général, la durée de son mandat ne peut excéder 10 ans. L'article 1 prévoit également que les membres choisissent parmi eux un vice-président du conseil d'administration dont la durée du mandat est d'un an et peut être renouvelé; le conseil d'administration de l'Office désigne de plus parmi les fonctionnaires de l'Office, sur la recommandation du président directeur général, un directeur général adjoint.

Les articles 2 à 6 sont de concordance.

L'article 7 modifie les objets de l'Office qui aura dorénavant pour fonction d'exploiter un service de production de documents audio-visuels et de radio-télédiffusion. Ce service préparera, de plus, à la demande du minis-

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to change the composition and organization of the Québec Broadcasting Bureau to provide it with a board of directors and to redefine its functions while providing that in exercising them, it must comply with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Minister of Communications.

The effect of section 1 of the bill is to fix the number of members of the board of directors of the Bureau at 7, all to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, and of whom one or at most two must be chosen from among the functionaries of the Government or of a body under its jurisdiction, to separate the office of chairman of the board of directors of the Bureau from that of president and general manager of the Bureau who will be appointed by the Lieutenant-Governor in Council from among the members of the Bureau. Section 1 also provides that the term of office of the members of the Bureau cannot exceed 5 years; the term of office of the president and general manager cannot exceed 10 years. Section 1 also provides that the members are to choose from among themselves a vice-chairman of the board of directors whose term will be for one year and renewable; the board of directors of the Bureau will also appoint from among the functionaries of the Bureau, upon the recommendation of the president and general manager, an assistant general manager.

Sections 2 to 6 are concordance provisions.

Section 7 changes the objects of the Bureau, which will henceforth operate a service for producing audio-visual material and broadcasts. This service will also prepare, at the request of the Minister of Communica-

du poste. Le mandat du vice-président est d'un an et peut être renouvelé.]]

[[« **7.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nommé, parmi les membres du conseil d'administration, un président directeur général de l'Office pour une période déterminée qui ne peut excéder dix ans et fixe son traitement. Une fois déterminés, la durée de son mandat et le montant de son traitement ne peuvent être réduits. Il demeure en fonction nonobstant l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

Le président directeur général est responsable de l'administration courante des affaires de l'Office dans le cadre de la politique de production, de distribution et de diffusion de documents audio-visuels déterminée par le conseil d'administration. Il exerce de plus les pouvoirs qui lui sont conférés par règlement du conseil d'administration. Il participe de droit aux délibérations du conseil d'administration devant lequel il rend compte de l'exercice de ses droits et pouvoirs, et il représente l'Office dans toutes ses relations avec les tiers.]]

« **8.** Le conseil d'administration désigne parmi les fonctionnaires de l'Office, sur la recommandation du président directeur général, un directeur général adjoint.

Ce dernier assiste le président directeur général dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'incapacité d'agir, d'absence ou de vacance du poste. »

2. Les articles 8 et 9 de ladite loi sont abrogés.

3. L'article 11 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin de la dernière ligne du premier alinéa, ce qui suit:

« Il en est de même pour le président directeur général et le directeur général adjoint de l'Office. »

4. L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant:

to act or vacancy in his office. The term of the vice-chairman shall be one year and may be renewed.]]

[[“**7.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint, from among the members of the board of directors, a president and general manager of the Bureau for a fixed period not to exceed ten years and shall fix his salary. Once fixed, his term and salary cannot be reduced. He shall remain in office, notwithstanding the expiry of his term, until reappointed or replaced

The president and general manager shall be responsible for the current administration of the affairs of the Bureau within the scope of the policy on production, distribution and broadcasting of audio-visual material determined by the board of directors. He shall also exercise the powers conferred upon him by regulation of the board of directors. He shall participate of right in the proceedings of the board of directors and shall account to it for the exercise of his rights and powers, and shall represent the Bureau in all its relations with third parties.]]

“**8.** The board of directors shall designate an assistant general manager from among the functionaries of the Bureau, upon the recommendation of the president and general manager.

The assistant general manager shall assist the president and general manager in the exercise of his duties and shall replace him in case of his inability to act or absence or vacancy in his office.”

2. Sections 8 and 9 of the said act are repealed.

3. Section 11 of the said act is amended by adding at the end of the last line of the first paragraph the following:

“The same applies to the president and general manager and the assistant general manager of the Bureau.”

4. Section 12 of the said act is replaced by the following:

tre des communications, pour et en collaboration avec les autres ministères et organismes qui relèvent du gouvernement, des documents audio-visuels et des émissions de radiodiffusion et de télédiffusion pour des fins éducatives. Quant à la diffusion de documents audio-visuels par des moyens autres que la radio et la télévision, il y est pourvu par le projet de loi 37. Il en est de même de la fonction de coordination et de consultation actuellement conférée à l'Office en matière de production et de diffusion de documents audio-visuels et d'équipement.

L'article 8 prévoit que l'Office exercera ses pouvoirs conformément aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des communications ainsi qu'il est prévu à l'article 3 du projet de loi 37.

Il demeure d'autre part soumis à l'autorisation préalable de l'Assemblée nationale pour exercer le pouvoir d'expropriation que lui confère la loi actuelle.

L'article 9 apporte une précision de caractère linguistique au texte français de l'article 28 de la loi.

Les articles 10 et 11 sont de concordance.

L'article 12 désigne comme président directeur général de l'Office la personne qui occupait le poste de président et directeur général de l'Office pour le reste de la durée de son mandat pour lequel elle a été nommée en vertu de la loi actuelle. Les autres membres de l'Office, qui sont présentement en fonction, deviendront membres du conseil de l'Office jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

tions for and in cooperation with the other departments and bodies under the jurisdiction of the Government, audio-visual material and radio and television programs for educational purposes. The distribution of audio-visual material otherwise than by radio and television is covered by Bill 37. The same will apply to the co-ordination and consultation now entrusted to the Bureau respecting production and broadcasting of audio-visual material, and equipment.

Section 8 provides that the Bureau will exercise its powers in accordance with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Minister of Communications as provided in section 3 of Bill 37.

Moreover, the Bureau will remain subject to the prior authorization of the National Assembly in the exercise of the power of expropriation conferred upon it by the existing act.

Section 9 clarifies the French text of section 28 of the act.

Sections 10 and 11 are concordance provisions.

Section 12 appoints as president and general manager of the Bureau the person in office as president and general manager of the Bureau for the remainder of the term for which he was appointed under the existing act. The other members of the Bureau now in office will become members of the board of the Bureau until reappointed or replaced.

« **12.** Le président directeur général et le directeur général adjoint doivent s'occuper exclusivement du travail de l'Office et des devoirs de leur fonction. »

5. L'article 13 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **13.** Les règlements du conseil d'administration de l'Office doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ils sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*. »

6. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot « trois » par le mot « quatre ».

7. Les articles 21 et 22 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

« **21.** L'Office a pour objet d'établir, posséder et exploiter un service de production de documents audio-visuels et de radio-télédiffusion sous le nom de « Radio-Québec ».

De plus, à la demande du ministre des communications, il prépare pour des fins éducatives des documents audio-visuels et des émissions de radiodiffusion et de télédiffusion pour et en collaboration avec les autres ministères ou les organismes qui relèvent du gouvernement.

« **22.** L'Office peut obtenir par achat, échange ou autrement et utiliser les documents audio-visuels ou autres, les droits d'auteur, marques de commerce, brevets d'invention, permis ou concessions nécessaires à la réalisation des objets visés à l'article 21. »

8. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **25.** L'Office exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 21 à 24 conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 3a de la Loi du ministère des communications (1969, chapitre 65).

Le pouvoir d'expropriation conféré à l'Office par l'article 23 ne peut être exercé

« **12.** The president and general manager and the assistant general manager shall devote their time exclusively to the work of the Bureau and the duties of their office. »

5. Section 13 of the said act is replaced by the following:

« **13.** The regulations of the board of directors of the Bureau shall, to come into force, be approved by the Lieutenant-Governor in Council. They shall be published in the *Québec Official Gazette*. »

6. Section 14 of the said act is amended by replacing the word "Three" in the first line by the word "Four".

7. Sections 21 and 22 of the said act are replaced by the following:

« **21.** The objects of the Bureau shall be to establish, possess and operate a service for producing audio-visual material and for broadcasts called "Radio-Québec".

Moreover, at the request of the Minister of Communications, it shall prepare for educational purposes audio-visual material and radio and television broadcasts in cooperation with the other departments or government bodies.

« **22.** The Bureau may obtain by purchase, exchange or otherwise, and use the audio-visual or other material, copyrights, trade marks, patents of invention, permits or franchises necessary for the attainment of the objects contemplated in section 21. »

8. Section 25 of the said act is replaced by the following:

« **25.** The Bureau shall exercise the powers conferred upon it by sections 21 to 24 in accordance with the regulations made under section 3a of the Communications Department Act (1969, chapter 65).

The power of expropriation conferred upon the Bureau by section 23 shall be

qu'avec l'autorisation préalable de l'Assemblée nationale du Québec. »

9. L'article 28 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du texte français, le mot « obligations » par le mot « engagements ».

10. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **35.** Le ministre des communications est chargé de l'application de la présente loi. »

11. L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, l'article 2 du chapitre 8, l'article 87 du chapitre 17 et l'article 21 du chapitre 43 des lois de 1970, l'article 199 du chapitre 19, l'article 65 du chapitre 20, l'article 26 du chapitre 77 et l'article 2 du chapitre 17 des lois de 1971, ainsi que l'article 96 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 10*), l'article 175 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 23*) et l'article 66 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 24*) des lois de 1972, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la quatorzième ligne du paragraphe 6°, les mots « le président et le vice-président » par les mots « le président directeur général ».

12. La personne occupant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi le poste de président et directeur général de l'Office devient président directeur général de l'Office au sens de la présente loi pour le reste de la durée du mandat pour lequel cette personne a été nommée et son traitement ne peut être réduit.

exercised only with the prior authorization of the National Assembly of Québec."

9. Section 28 of the said act is amended by replacing the word "obligations" in the third line of the French text by the word "engagements".

10. Section 35 of the said act is replaced by the following:

"**35.** The Minister of Communications shall have charge of the application of this act."

11. Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, and by section 2 of chapter 8, section 87 of chapter 17 and section 21 of chapter 43 of the statutes of 1970, section 199 of chapter 19, section 65 of chapter 20, section 26 of chapter 77 and section 2 of chapter 17 of the statutes of 1971 and section 96 of chapter (*insert here chapter number of Bill 10*), section 175 of chapter (*insert here chapter number of Bill 23*) and section 66 of chapter (*insert here chapter number of Bill 24*) of the statutes of 1972, is again amended by replacing the words "the chairman and vice-chairman" in the fourteenth line of paragraph 6 by the words "the president and general manager".

12. The person holding the position of president and general manager of the Bureau at the coming into force of this act shall become the president and general manager of the Bureau within the meaning of this act for the remainder of the term of office for which such person was appointed and his salary cannot be reduced.

Les autres membres du conseil de l'Office le demeurent jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

The other members of the board of the Bureau shall remain members until re-appointed or replaced.

13. This act shall come into force on the day of its sanction.